

## STRATEGIES DES ORGANISMES DE DEVELOPPEMENT RURAL

par Henri GUEGUEN (\*)

Il existe, au sein des institutions de développement rural, dans le cadre notamment des départements de vulgarisation, une sorte de fonction, quelquefois implicite, quelquefois explicite, qu'on pourrait généralement nommer d'investigation et de mise en œuvre psychosociologiques.

Il s'agit de l'intérêt porté, qui est net dans certaines organisations du progrès, et qui l'est moins dans d'autres, à l'environnement social du paysan conçu comme un élément non négligeable dont doit tenir compte le dispositif déployé. Si l'on voit mal comment l'on pourrait faire l'économie de cette attention à l'environnement, on peut toutefois émettre des réserves au sujet des théories qui souvent la sous-tendent, et qui peuvent être la source de fâcheuses stratégies.

Comment apparaît, dans cette perspective l'agent de base des programmes de modernisation agricole, le paysan? A la suite d'un certain nombre d'échecs essayés par les dispositifs à dominante technique, le paysan de plus en plus est considéré comme un élément social, qui, en tant que tel, ne peut être envisagé pour ce qui est de l'ensemble des changements à induire pour faciliter le progrès agricole, indépendamment des « structures sociales » qui découpent et organisent — d'une manière spécifique à chaque type de collectivité primaire — son univers, déterminant ainsi ses réactions aux programmes dont on lui demande d'être le support.

Pourtant, la notion de structure sociale étant très extensible, et, dans le champ des sciences sociales que nous connaissons actuellement, effectivement très multivoque, il se trouve que l'on n'a pas encore dit grand-chose quand l'on a affirmé son intérêt pour ces réalités. Après tout, la mise en valeur de type colonial qu'a connu une grande partie de l'actuel tiers monde procédait elle aussi d'un tel intérêt, quelquefois très marqué; il ne s'agit donc pas là de ce que certains s'évertuent à présenter comme une découverte récente.

Comment se présente la traduction, largement répandue, de l'intérêt pour les structures en des termes psychosociologiques? Cette manière de poser le problème institue le paysan comme un élément subissant un certain nombre de déterminations

(\*) Assistant à l'Ecole Nationale de Promotion Sociale (ENPS) de l'Université de Madagascar.

sociales définies — si l'on peut reprendre la formulation du psychosociologue américain Kurt LEWIN — comme constituant un champ de forces. Au sein des « sociétés traditionnelles », le champ de forces auquel il est soumis est considéré comme défavorable au changement, c'est-à-dire en corollaire, comme devant recevoir l'action de forces contraires susceptibles, au minimum de neutraliser certains « freins » ou « blocages », et, au mieux, de les remplacer par des « forces de progrès ». En guise de comparaison, on peut dire que l'analyse de ladite société traditionnelle s'opère sur le mode qu'adoptent en occident les instituts de sondages pour faire la description sociologique des sociétés, c'est-à-dire dans le cadre d'un utilitarisme étroit. Seuls sont alors perçus les éléments jugés se rapporter directement à l'action à entreprendre. Après tout, dira-t-on, l'on ne peut pas attendre d'avoir une compréhension approfondie des sociétés peuhl ou hindoue pour entreprendre ce qui est d'une urgence absolue, à savoir : mettre ces populations sur la voie du progrès. L'argument vaudrait si la démarche psychosociologique était susceptible d'aboutir effectivement à des résultats probants.

Cette démarche a trouvé à s'investir dans le cadre de l'analyse des rapports entre collectivités villageoises et organismes de progrès (qui sont en fait des émanations de l'Etat, ou plus exactement, des Etats, dans le contexte des coopérations bi et/ou multilatérales — ce qui est, soit dit en passant, rarement analysé comme tel ; l'on fait ainsi l'ombre sur l'un des termes de la relation qu'il s'agit pourtant, en principe, d'élucider).

L'articulation des collectivités de base et de ces organismes est perçue comme devant s'établir à travers l'institution de canaux, d'une part, entre les deux termes à articuler, et d'autre part, comme moyen nécessaire de cette articulation, à l'intérieur même des collectivités concernées.

Là où ce qui pourrait n'être que manipulation psychologique en vient à mériter pleinement son appellation de psychosociologique, c'est quand la constatation est faite, par les responsables de l'opération, que les canaux connaissent une voie de passage obligée : les groupes. Et il ne s'agit pas simplement de la constatation déjà faite par la psychosociologie américaine, selon laquelle l'adoption individuelle d'une innovation est facilitée quand l'individu visé peut exprimer au sein d'un groupe ses réticences à l'adoption ; le groupe ici est plutôt considéré comme le réel sujet qui adopte ou qui refuse l'innovation : il s'agit donc plutôt de viser le groupe, au besoin par le canal de certains de ses membres, et non seulement de prendre l'individu comme cible par l'intermédiaire du groupe auquel il appartient.

De là viennent un certain nombre de considérations ethnologisantes sur la nature et le fonctionnement des groupes ruraux traditionnels, dont certaines, pour les besoins de la cause — i. e. pour valider cette stratégie, en direction des groupes, par la promesse d'une réussite — sont une peinture démesurément idyllique, soit des communautés rurales réelles, soit de leur « essence » originale, qu'elles sont censées pouvoir retrouver.

La démarche psychosociologique ne se démarque toutefois nullement des autres démarches courantes dès lors qu'il s'agit de repérer au sein des groupes et/ou chez les individus, la base sur laquelle il convient de travailler ; très grossièrement, on peut appeler « mentalité » cette base sur laquelle sont censés se diriger les efforts en vue du progrès, et sur la base de la transformation de laquelle naîtront les transformations techniques et économiques souhaitées.

Le champ de forces de blocages dont nous avons parlé plus haut apparaît ainsi comme un champ de forces idéal, si l'on veut, idéologique. Il s'agit là d'une simple projection sur les sociétés rurales de la négation qu'opère constamment le dispositif du progrès quant à sa propre nature dès lors qu'il se considère comme non directement inséré dans le champ des forces sociales que constitue la société sur laquelle il est amené à agir ; dans cette perspective, en effet, les dispositifs du progrès se donnent volontiers à voir comme simples « investissements intellectuels »

abstrait, cherchant à se déployer par des moyens strictement techniques. Il est vrai que dans les pays occidentaux — sur lesquels reposent plus ou moins directement nombre de programmes de modernisation rurale dans les pays sous-développés — la question de la qualification professionnelle est la plupart du temps posée dans un champ clos, excluant notamment les rapports de pouvoir au sein desquels elle s'inscrit. Rien d'étonnant donc que cette asepsisation se retrouve au niveau des efforts pour accroître la qualification professionnelle des paysans du tiers-monde.

Il est indiscutable que les organismes qui ont prêté intérêt à la recherche de canaux, adaptés à la transmission de « messages », en vue de transformer les mentalités dans les zones où elles interviennent, ont à leur actif des résultats que n'ont pas obtenus, dans des circonstances analogues, les organismes qui ne s'en sont pas souciés. La réceptivité des populations y a été incontestablement plus forte.

A Madagascar, l'Opération Productivité Rizicole est représentative d'une telle démarche. Son succès dans les régions où se déploie son activité est incontestable si l'on en juge par la diffusion des méthodes améliorées de culture. Et il tient en grande partie à la mise en œuvre d'un dispositif de vulgarisation inspiré de la problématique psychosociologique.

Mais on ne peut nullement en déduire que le mode d'approche des collectivités paysannes qui le caractérise constitue un modèle à l'aide duquel peut s'opérer l'ensemble des transformations souhaitables de l'agriculture malgache.

L'opération rizicole se situe en effet à un niveau très précis où ce qu'il s'agit d'obtenir est le déplacement, rendu nécessaire par la croissance démographique, des limites au-delà desquelles l'agriculture d'autosubsistance n'est plus viable. Les transformations à venir de l'agriculture malgache devront pourtant quitter le cadre étroit de l'amélioration de l'autosubsistance, et de l'évolution au sein des rapports de production inchangés. C'est là qu'apparaissent les limites des outils psychosociologiques. On peut même avancer que leur succès dans le cas tient au fait qu'ils garantissaient la pérennité des rapports de production antérieurs.

Le changement dans les modes de production agricole, sous quelque forme qu'il se présente, déborde très largement le champ délimité par la vulgarisation améliorée. Si l'on ne dispose pas à l'heure actuelle de théorie complète de ce changement, il n'en existe pas moins des éléments fournis par l'analyse de mutations déjà opérées.

Signalons que des économistes ont pertinemment mis l'accent sur certains des aspects moteurs de telles mutations ignorés par les modèles idéalistes de vulgarisation. S. Amin, dans un article récent (1) a évoqué quatre conditions qui lui paraissent indispensables à l'avènement d'un capitalisme agraire en Afrique, forme parmi d'autres du changement de mode de production dominant. Il note, en particulier, comme nos psychosociologues, l'importance de la structure sociale ; mais il s'attache en premier lieu à la distribution du pouvoir au sein de cette structure ; non pas pour découvrir comment les détenteurs du pouvoir peuvent se muer en leaders du progrès, jouant le rôle de « portiers » ou facilitateurs de l'introduction des innovations au sein des collectivités rurales, mais pour considérer comment la structure du pouvoir canalise l'opportunité offerte d'une transformation, de telle sorte que cette transformation ne peut que s'opérer sur la base des rapports sociaux en vigueur. Si l'analyse demeure embryonnaire, elle n'en présente pas moins l'avantage de se situer en rupture avec les trop courants poncifs sur l'importance de la structure sociale en regard du développement.

S'agissant de développement conduit dans un cadre socialiste, l'analyse doit procéder du même point de départ, à savoir la configuration totale de la structure sociale.

(1) L'expérience de l'Afrique (1950-1970), Revue : *Economie Rurale*, n° 88-1971 — Paris.

Pour autant que la structure politique d'une société est en fait l'élément autour duquel se joue son équilibre, c'est à la recherche de l'articulation entre programme de développement et situation politique que doit s'attacher la définition d'une stratégie. Rien, en effet, ne peut être entrepris qui concerne la mise en cause d'un mode de production sans que la structure du pouvoir, au niveau des collectivités primaires y compris, n'intervienne comme « variable » importante. Ce n'est pas ici simple affirmation d'un principe a priori. C'est une constatation qui s'impose à l'analyse des réalisations de « développement rural » à travers le monde.

Les relations du paysan au sol et à son travail ne sont pas seulement les relations techniques prises en considération habituellement, ou les relations d'ordre religieux quelquefois évoqués. Le paysan entre en relation avec la terre et avec son travail au sein d'un ensemble de rapports sociaux que l'histoire a façonné. Il ne peut transformer cette relation indépendamment de l'ensemble en question. Ainsi la simple présentation, par l'Etat ou l'une de ses émanations, d'un programme de modernisation entre-t-elle forcément dans le cadre des relations historiques entre cet Etat et les paysans ; il ne peut être abstrait que dans l'esprit simplificateur des agents du programme.

Les « sociétés traditionnelles » ne sont généralement pas, comme on le prétend trop souvent, des sociétés qui ont encore à accomplir leur saut initial dans l'histoire ; la plupart y sont d'ores et déjà de plain-pied. Et les programmes de développement n'y sont pas la « chiquenaude initiale » qu'on les dit être.

Si les modes de production y sont peu à peu devenus anachroniques, c'est, indiscutablement, parce que certaines mises en œuvre techniques ne s'y sont pas produites, mais c'est aussi parce que leur équilibre actuel tient aux rapports de forces sociales, fruit de l'histoire, dont elles sont le théâtre. A ne pas vouloir en tenir compte, l'on se condamne à ne pas pouvoir atteindre les résultats escomptés.

La mobilisation des paysans apparaît aujourd'hui comme une nécessité eu égard à l'impératif du développement. Or la distribution du pouvoir fait généralement obstacle à une telle mobilisation, parfaitement conscients que sont les actuels bénéficiaires de cette distribution des inconvénients qu'il en résulterait pour eux.

Aussi en est-on réduits à la mise au point d'expédients techniques qui, même si dans certains cas ils aboutissent provisoirement à des résultats non négligeables (augmentation des exportations, couverture plus correcte des besoins alimentaires des populations, etc.), ne représentent pas une méthodologie universelle du développement.

Et c'est essentiellement dans le cadre de tels expédients que trouve à s'épanouir la problématique psychosociologique évoquée plus haut, dont les limites ne peuvent qu'apparaître au fur et à mesure de sa mise en application.